

## Question Parlementaire de Marc ELSÉN Les Jeunes Agriculteurs en voie de disparition

*A l'occasion de la foire agricole de Battice, l'accent a été mis sur les jeunes agriculteurs et principalement sur la problématique du renouvellement des générations dans le secteur agricole. Touché par cette problématique, le Député wallon Marc Elsen a interpellé le Ministre Lutgen sur les mesures mises en place en Région wallonne en faveur des jeunes agriculteurs. Voici en substance la question de Monsieur Elsen et la réponse donnée par le Ministre Lutgen.*

QUESTION ORALE DE M. ELSÉN À M. LUTGEN, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE L'AGRICULTURE, DE LA RURALITÉ, DE LA NATURE, DE LA FORÊT ET DU PATRIMOINE, SUR  
**« LES JEUNES AGRICULTEURS EN VOIE DE DISPARITION ? »**

M. Elsen (cdH). Madame la Présidente, Monsieur le Ministre, chers Collègues, la rentrée des agricultrices et des agriculteurs s'est faite début septembre avec la plus grande et importante foire agricole du Pays de Herve la foire agricole de Battice-Herve (AOC) où cette année les jeunes agricultrices et agriculteurs étaient mis à l'honneur.

Je ne dois sûrement pas vous rappeler, Monsieur le Ministre, chers membres de cette Assemblée, quelle importance a l'agriculture pour notre société et pour notre environnement on ne va pas revenir avec les violons aussi bien au niveau écologique que dans sa conception rurale au sens large. Les dernières années les structures de nos fermes ont fortement évolué, et les chiffres nous le prouvent. Il y a de moins en moins d'exploitations agricoles qui travaillent nos terres et qui élèvent le bétail. La charge de travail a augmenté malgré la forte mécanisation. Cette surcharge de travail se remarque chez nos agriculteurs. Le métier d'agriculteur n'est pas facile à vivre au quotidien, dans un contexte où il ne reste plus beaucoup de temps pour la famille et pour les loisirs. Les prix instables sur le marché en lait, en céréales, etc., ne donnent pas à ce métier la stabilité dont il a vraiment besoin, non seulement vu d'un aspect économique ; j'évoque notamment les investissements lourds et à long terme, mais aussi sous

l'aspect psychologique lié à la surcharge de travail et l'insécurité de revenu. La structure sociale de nos exploitations agricoles montre que les jeunes ne reprennent plus aussi facilement une exploitation agricole, même familiale. En 2009, ainsi 51 % des exploitations agricoles étaient gérées par des agriculteurs de 50 ans et plus. Seulement 3 % des exploitations agricoles en Wallonie étaient gérées par des agriculteurs de moins de 30 ans. La surcharge de travail, les investissements lourds et l'insécurité de revenus provenant de l'instabilité des prix des produits agricoles, pour ne nommer que quelques-uns des inconvénients qui pèsent sur le métier, découragent beaucoup de jeunes à reprendre une exploitation agricole et beaucoup d'entre eux quittent l'environnement agricole en tant que producteur. Monsieur le Ministre, quelles sont pour vous les priorités dans les prochaines années pour aller à l'encontre de l'affaiblissement de la structure sociale de notre agriculture familiale et à encourager les jeunes à suivre et de vivre ce métier important qu'est celui de l'agriculteur ?

**M. Lutgen,** Monsieur Elsen, comme le savez depuis six ans, j'ai utilisé un maximum de leviers possible pour aider les jeunes qui s'installent en reprenant ou créant une exploitation agricole. Au-delà de différents éléments que vous avez relevés, il y a des réalités familiales de couple qui engendrent parfois une envie moins élevée chez certaines compagnes ou chez certains compagnons de se lancer en agriculture parce que c'est une vie particulière qui demande beaucoup d'investissement personnel et qui crée par-

fois un certain isolement. C'est pour cela que les services de remplacement sont importants et d'élargir les critères de ces services de remplacement. Pour réussir cette installation, trois facteurs clés doivent être ciblés : les conditions financières, la formation des jeunes et l'accès aux terres.

Je rappelle que depuis 2004, j'ai pris des initiatives :

la revalorisation de la prime à l'installation de 55.000 à 70.000 euros ;

l'organisation d'un stage de trois auprès d'un agriculteur agréé. Cela a fait beaucoup de remous à l'époque, j'espère que tout le monde s'en satisfait maintenant ;

l'activation de la réserve nationale au profit des jeunes agriculteurs ;

la facilitation de l'accès aux quotas pour les jeunes producteurs de lait ;

un bonus jeune de 10 % sur les investissements dont l'aide à l'investissement ;

la création du Comité d'installation des jeunes agriculteurs (CIJA) ;

l'extension d'exonération des droits de succession et de donation en cas de reprise.

Je rends ici hommage à mon Collègue André Antoine. Ces initiatives doivent encore être renforcées. Un groupe de travail se réunit encore actuellement dans le but d'améliorer davantage l'usage de la réserve de droit au paiement unique afin qu'elle joue un vrai rôle de soutien aux jeunes agriculteurs. La DPU est un enjeu fondamental. Plus fondamentalement, pour moi, si nous voulons rendre le métier d'agriculteur attractif pour les jeunes qui s'engagent dans des études agronomiques, c'est en donnant des perspectives d'avenir à notre agriculture. C'est donc au niveau européen qu'on peut se donner cette perspective. On a eu l'occasion d'en débattre hier au travers du Conseil européen formel avec des discussions de grande qualité. On avait misé avec Sabine Laruelle et Kris Peeters sur certaines originalités dans l'organisation des débats puisqu'on a organisé



trois groupes de travail où on a posé chaque fois les deux mêmes questions pour éviter de se retrouver à 27 et pour éviter que chacun reste dans son texte. C'est vraiment pour avoir un débat de grande qualité avec quand même un vent favorable qui souffle notamment grâce au commissaire : Dacian Ciolos. Je lui rends hommage et lui donne mon plein soutien au travers de la vision qu'il a de l'agriculture humaine, prospective et innovante. Et nous avons eu beaucoup de discussions sur les jeunes agriculteurs. Il est vrai que les situations sont diverses au niveau européen, mais il y a des dénominateurs communs comme cela a été dit hier : un agriculteur de 50 ans ou plus se met dans des perspectives d'investissements de dix à quinze ans maximum, pour certains alors qu'un jeune de 25 ans qui reprend une exploitation, coûts d'investissements par rapport à son installation, sa perspective est à 35 à 40 ans. On ne parle pas de la même chose. Il y a un gros travail à réaliser pour réfléchir au niveau du premier pilier, même si il y a certains Etats membres qui sont réticents. Donc, dans les critères d'attribution des DPU, et dans le deuxième pilier au travers des cofinancements de renforcement d'aide aux jeunes, il y a des éléments. Dans certains Etats membres, c'est moins vrai chez nous, quoique, il y a

aussi d'autres phénomènes qui sont liés comme je vous l'ai dit parfois dans certains pays de l'Est aux qualités des infrastructures, à l'isolement en milieu rural, etc., qui entraînent une désaffection de l'envie de devenir agriculteur, ce n'est pas le cas chez nous. Mais on doit tenir compte aussi de cette dimension qui entoure finalement la réalité de la tenue d'une exploitation agricole pour apporter toute une série de comforts, de qualité de vie qu'on a envie d'avoir quand on est jeune et qu'on est au 21ème siècle en termes de temps à consacrer à sa famille, aux loisirs, à des activités en dehors de l'exploitation agricole. C'est pour cela que je parlais tout à l'heure des services de remplacement. Enfin, dans ce que je vous ai cité, l'accès aux terres est fondamental chez nous et a un impact beaucoup plus fort chez nous encore qu'ailleurs de par la pression qu'il y a sur le foncier. Vous verrez que dans les prochains mois, je viendrai avec des propositions en la matière puisque nous avons quand même un enjeu pour l'ensemble de la Wallonie, globalement, pour faire en sorte que nous puissions avoir une meilleure maîtrise de celui-ci pour les jeunes et pour leur donner la possibilité de simplement travailler.

**M. Elsen (cdH).**

Je vous remercie, Monsieur le Ministre, pour vos éléments de réponse. On sent la passion sous-jacente à vos propos. Je pense que ce qui est important et le message politique est important c'est aussi de dire qu'un certain nombre de choses ont été mises en place. Il faut le souligner de façon importante et significative. Du reste, le fait de se mettre également en perspective en évoquant la poursuite du travail notamment par rapport à l'accès aux terres est un autre message positif vis-à-vis du secteur. Effectivement, il y a là un aspect particulier qui peut paraître un peu technique, mais très parlant pour les exploitations d'agriculture familiales qui méritent une attention soutenue. À côté de cette perspective et de toutes les aides que vous avez mentionnées, il y a le fait de faciliter aussi la vie de ceux qui sont déjà en activité importe beaucoup et l'on ne dira jamais suffisamment l'importance de mesures telles que les services de remplacement, etc., qui sont bienvenues. Monsieur le Ministre, nous suivrons avec beaucoup d'intérêt la concrétisation de tout cela avec vous. Je pense que le bon message est celui que vous avez donné.

# La relance au Luxembourg

Ce mois d'août a été fructueux pour les sections locales de Centre Ardenne et de Sud Luxembourg : la FJA compte près de 90 nouveaux membres. Deux sections qui ne demandaient qu'à être relancées par de nouveaux jeunes motivés.

## FJA CENTRE ARDENNE

Sous l'égide de Bernard Maréchal du CGTA, et avec le soutien d'Anne-Catherine Bourcy et de Michel Ogier, secrétaires FWA de Libramont, la FJA a conviée tous les jeunes de la région à se rencontrer à Bertrix.

Cette réunion a réuni une vingtaine de personnes, qui ont décidées d'organiser un souper. Celui-ci a réuni anciens et nouveaux, et décision a été prise de relancer la section.

Les élections de la FJA de Centre Ardenne auront lieu le

1<sup>er</sup> octobre à 20h à la Salle Le Maringouin, rue Gibet 5 à Bertrix. Elles seront précédées par une séance d'information sur les aides ISA et sur les stages agricoles.

Vous êtes les bienvenus !

La section locale FJA de Centre Ardenne englobe les communes de Wellin, Tellin, Saint-Hubert, Libin, Daverdisse, Libramont-Chevigny, Paliseul, Gedinne, Vresse, Bièvre, Bouillon, Bertrix, Neufchâteau, Léglise et Herbeumont.

## FJA SUD-LUX

Jean-François Dinon, secrétaire FWA du Sud-Luxembourg a prit à bras-le-corps la demande de jeunes de sa région de relancer l'ancienne section FJA Sud-Lux. La réunion et le souper qui s'en est suivi a réunit plus de 50 jeunes motivés ! Ferme en ville, concours de labour, soirée... les projets sont déjà nombreux !

Céline Jungers a été élue à la présidence, et le groupe peu s'agrandir si vous habitez les communes de Florenville, Chiny, Habay, Martelange, Atert, Arlon, Messancy, Aubange, Etalle, Tintigny, Meix, Rouvroy, Virton, Saint-Léger ou Musson. N'hésitez pas à nous joindre au 081/627.423 pour obtenir les coordonnées des responsables.

## FJA HOUFFALIZE VIELSALM

La section locale d'Houffalize-Vielsalm manque de membres pour organiser ses activités. Si vous habitez Gouvy, Vielsalm ou Houffalize, et que les activités de la Fédération des Jeunes Agriculteurs vous intéressent, n'hésitez pas à vous manifester au 081/627.423. Une rencontre aura lieu le 12 novembre : séance d'information sur les aides ISA et sur les stages agricoles, suivie des élections de la section locale.

La FJA Nationale souhaite énormément de succès aux sections locales, du Luxembourg comme d'ailleurs !

Céline Lemaire  
Coordinatrice provinciale FJA Luxembourg

# LA FÉDÉRATION DES JEUNES AGRICULTEURS VOUS INVITE À SA

COMMISSION ENVIRONNEMENT SUR LES

ENERGIES RENOUVELABLES ET LA BIOMÉTHANISATION

Jeudi 14 octobre 2010 à 20h

A la Maison de la Ruralité et de l'Agriculture, Chaussée de Namur 47 à 5030 Gembloux  
Ouvert à tous les membres

# Finales du challenge Concours de Meilleur Juge 2010



## Adrien Jacquet champion BBB Luxembourg



On prend les trois champions de 2009 et on mélange les cartes : en 2010 Adrien Jacquet remporte le challenge luxembourgeois, suivi de sa sœur Héloïse et de Jean-Philippe Annet. Une belle continuité !

## Mélanie Piron championne des CMJ Pie-Noire



L'étonnement fut grand pour Mélanie Piron ! Heureuse, elle a devancée de peu Christophe Hagelstein qui avait fait d'excellents résultats durant l'année. Félicitation à tous les deux !

Mélanie Piron reçoit un chèque de 250 euros du Crédit Agricole, remis par Benoit Charlier du bureau de Battice.

## Finale provinciale namuroise



C'est la section de Philippeville qui organisait cette année la finale des Concours de Meilleur Juge dans la Province de Namur. Elle s'était donc installée chez Philippe et Sébastien Dumay à Senzeille. Merci à eux pour leur bon accueil. Jean-François Kest est sorti vainqueur de cette finale, suivi de Sébastien Wautelet et de Audrey Hubert. Félicitation à eux.

## Le champion du Challenge BBB 2010



Le 3 octobre dernier, la saison 2010 des Concours de Meilleur Juge en race BBB se clôturait avec la finale Nationale. C'est Monsieur et Madame Leclercq qui accueillait la FJA pour cette occasion. Nous avons donc pu découvrir notre champion 2010, qui n'était autre que le vainqueur de la finale namuroise, Jean-François Kest. Bravo à lui !

# Séminaire CEJA en Belgique

## 'Déclaration de Louvain-La-Neuve' : La PAC après 2013: une nouvelle PAC pour les Jeunes Agriculteurs

Le 21 septembre dernier, le président du CEJA, Joris Baecke, a présenté, lors du Conseil informel des ministres de l'agriculture (La Hulpe), la « Déclaration de Louvain-La-Neuve ». Cette déclaration est le fruit d'un travail de discussions, parfois animées, entre l'ensemble des organisations membres du CEJA réunies deux jours plus tôt dans les campagnes du brabant wallon, à Profondval notamment.

Nous reprenons ici, avec quelques commentaires, les points clés de cette déclaration que vous pouvez par ailleurs lire dans son intégralité sur notre site internet.

Olivier Plunus



Aujourd'hui, seulement 7% des agriculteurs ont moins de 35 ans dans l'Union européenne des 27. Ce chiffre est d'autant plus alarmant dans certains des pays membres, comme le Royaume Uni, la Hollande, l'Italie, le Portugal, Chypre, la Roumanie... et la Belgique (on est à un peu plus de 5% en 2009) Par ailleurs, un tiers des agriculteurs ont plus de 65 ans.

Partant de ce constat, pour le moins inquiétant, le CEJA rappelle, dans son introduction, qu'il est indispensable d'investir dans une politique agricole qui mette en priorité le renouvellement des générations et contribue ainsi à contrecarrer la baisse du nombre de personnes qui s'installent en agriculture.

A notre niveau, nous sommes entièrement satisfaits par cette approche car elle remet, au cœur des priorités de la future PAC, la question de l'emploi, et de l'impérative nécessité d'enrayer la diminution du nombre d'agriculteurs. La poursuite de ce déclin est en effet incompatible avec les multiples défis à relever (sécurité d'approvisionnement alimentaire, renforcement du rôle de préservation et de restauration de l'environnement,...). Voilà donc bien un premier objectif de la PAC auquel nous souscrivons.

### 1. Des politiques publiques spécifiques qui ciblent les jeunes générations

Le CEJA demande à la Commission européenne d'inclure dans sa communication de novembre la mise en œuvre obligatoire d'un « paquet jeune agriculteur », qui inclurait différentes formes de soutien à l'installation (subvention pour investissement, prêts aux taux d'intérêts bonifiés, garantie d'Etat pour couvrir le crédit, ...) mais aussi des programmes de formation et d'accompagnement renforcés (conseil sur des pratiques agricoles innovantes, soutien des agriculteurs qui souhaitent mettre en place des techniques de production plus favorables à l'environnement ou en lien plus directs avec les acteurs locaux, développement des outils de

communication,...). Notons que sur ce point, le Commissaire Ciolos s'est montré très réceptif puisqu'il lança, lors de son intervention à Profondval, une invitation formelle à ce que le CEJA soit étroitement associé à la réflexion autour de ces futures mesures « spécifiques jeunes ».

### 2. Un budget stable et prévisible pour la PAC

Le CEJA s'oppose fermement à toute tentative de renationalisation de la PAC (par le biais d'un renforcement du cofinancement). Le budget de la PAC doit rester fort pour être en adéquation avec les priorités européennes de fournir une alimentation saine, de haute qualité, qui encourage une production agricole durable et qui maintient un maximum d'exploitations agricoles sur tout le territoire européen (objectif sur lequel nous avons insisté comme mentionné en introduction). C'est ainsi que nous pourrions assurer la sécurité alimentaire au sein de l'Union européenne et répondre aux défis environnementaux. Le modèle européen basé sur une agriculture multifonctionnelle fait du secteur agricole une activité stratégique pour l'Europe et une partie intégrante de la stratégie « Europe 2020 ».

### 3. Un paiement plus juste pour les agriculteurs

Les agriculteurs veulent prioritairement être rémunérés par le marché en tant que fournisseurs de biens et produits agricoles. Cela implique le maintien et le développement d'outils de régulation (on y revient au point 4). Concernant les DPU, et leur



modalités d'attribution, le CEJA s'est exprimé de nombreuses fois pour l'abandon du modèle historique de paiement direct. Partant de ce principe, la FJA a toutefois tenu à rappeler l'importance (en terme de pourcentage) que ces aides représentent dans le revenu des agriculteurs, en particulier dans notre Région. C'est pourquoi nous avons insisté pour que la Déclaration mentionne que « tout nouveau modèle



devra prendre en compte les investissements très importants et à long terme contractés par les jeunes agriculteurs », demandant ainsi que la progressivité soit de mise lors du changement de modèle d'attribution prévu dans le cadre de la prochaine réforme.

Par ailleurs, nous avons insisté, avec d'autres, pour que ce soit bien les agriculteurs actifs, qui gèrent leurs exploitations et leurs productions et qui vendent leurs produits individuellement ou via les coopératives, qui soient les cibles spécifiques du paiement direct. Les « agriculteurs » qui détiennent uniquement les terres en propriété sans les cultiver ne devraient pas pouvoir activer les futurs DPU sur ces terres. En tous cas, tel est l'objectif de la majorité des membres du CEJA, reste à trouver une définition claire pour le remplir.

### 4. Une PAC qui comprend une série d'outils de stabilisation de marché, qui protège d'un marché extrêmement volatil

Le secteur agricole est devenu de plus en plus connecté avec le marché au fur et mesure des réformes de la PAC. Le CEJA prend note de cette orientation, mais ne l'accueille pas « à bras ouvert ». L'ensemble des délégations présentes insistent sur l'importance de combiner différents outils publics et privés à utiliser en cas de défaillance du marché pour offrir plus de prévisibilité et de stabilité. On notera là un important changement dans le discours puisque les « nouveaux outils » (assurances, marchés à terme,...) ne sont plus systématiquement mis en avant au

détriment des « anciens outils » (gestion de l'offre, stockage privé ou public, filets de sécurité et taxes variables à l'importation,...). Il s'agit bien ici d'une demande de se doter d'un panel suffisamment large et non exhaustif d'outils qui permettront aux agriculteurs d'être d'avantage rémunérés par le marché et donc moins dépendants des aides. Nous y voyons, à notre niveau, un encouragement à poursui-

vre notre participation à ce type de débats.

Dans le même ordre d'idée, les initiatives qui font des agriculteurs des « faiseurs de prix » dans la chaîne alimentaire plutôt que des « preneurs de prix » devront être encouragées. Le CEJA demande que les institutions de l'Union Européenne permettent aux agriculteurs de s'organiser eux-mêmes dans le cadre d'organisations de producteurs et d'interprofessions pour pouvoir conclure des accords au sein de la chaîne alimentaire sur les prix.

Bien que certains Etats membres de l'UE, ou encore la DG-Commerce, semblent fermement opposés à cette idée, le CEJA, sous-entend, par cette déclaration, insister pour qu'il soit possible de réviser les règles européennes relatives à la concurrence.

Le CEJA propose également de créer un vaste observatoire européen des marchés et des prix.

Enfin, le CEJA rappelle qu'il est nécessaire d'imposer plus de contrôles des systèmes de production provenant des pays tiers vers l'Union européenne,

en se basant sur la sécurité alimentaire, mais aussi sur les conditions de travail et le bien être animal.

### 5. Rémunération des services et biens publics

La fourniture de services et biens publics environnementaux par les agriculteurs n'est pas rémunérée par le marché. Dans ce contexte, le CEJA soutient l'idée qu'une partie des paiements directs pourraient être liés à fourniture de « biens publics », incluant notamment la garantie d'une alimentation saine, à des prix rémunérateurs pour les producteurs, à des prix raisonnables pour les consommateurs, et en quantité suffisante pour répondre aux besoins alimentaires européens et contribuer à l'approvisionnement au niveau mondial.

Le CEJA insiste par ailleurs pour que les services agro-environnementaux (la préservation des ressources naturelles, le respect et l'amélioration de la biodiversité, la protection des sols, la gestion des ressources en eau, l'aménagement du paysage, ...) soient rémunérés.

Par ailleurs, les désavantages de l'agriculture dans les zones défavorisées doivent être compensés afin de maintenir les services tels que la promotion de l'économie locale dans les zones rurales, la promotion des territoires de l'Union Européenne, le maintien et la création d'emplois. Enfin, le CEJA demande une indépendance plus forte de l'énergie et des protéines importées et propose de développer les bioénergies et la mise

en place d'un plan « protéines » dans l'Union Européenne.

### Pour conclure

Bien sûr nous retrouvons une diversité de points de vue et d'approches à l'intérieur du CEJA, comme cela est d'ailleurs le cas dans d'autres assemblées réunissant autant de nationalités, et de réalités différentes. Ceci étant, cette déclaration démontre que tous les jeunes agriculteurs européens peuvent s'accorder pour dire que sans stabilité et sans prévisibilité des revenus des agriculteurs, la nouvelle génération ne sera pas attirée par ce métier. Les ministres de l'agriculture et des finances de l'UE ou le collège des Commissaires seraient, selon nous, bien inspirés de considérer qu'il ne s'agit pas là d'un « réflexe corporatiste » mais bien d'une condition préalable indispensable pour que tous les autres objectifs que l'on voudrait assigner à la future politique agricole, alimentaire et environnementale européenne puissent être remplis.

De notre point de vue, cette stabilité et prévisibilité ne pourront pas être atteintes sans outils publics forts, parmi lesquels le budget jouera un rôle inmanquablement prépondérant, mais également par la conservation et l'adaptation d'une large gamme d'outils de gestion de marchés qui, s'ils sont utilisés avec discernement, pourraient prévenir les crises plutôt que de les gérer, se révélant alors bien utiles également dans un contexte de restriction budgétaire.

Enfin, le CEJA demande une indépendance plus forte de l'énergie et des protéines importées et propose de développer les bioénergies et la mise

Enfin, le CEJA demande une indépendance plus forte de l'énergie et des protéines importées et propose de développer les bioénergies et la mise

Enfin, le CEJA demande une indépendance plus forte de l'énergie et des protéines importées et propose de développer les bioénergies et la mise

## Séminaire CEJA Louvain-La-Neuve, 19-21 septembre 2010

### Les jeunes agriculteurs européens se penchent sur la future PAC

En marge du Conseil Informel des Ministres européens de l'agriculture, le CEJA a organisé un séminaire sur les enjeux de la future PAC pour les jeunes agriculteurs. Avec le soutien de la FJA et du Groenekring, le CEJA a offert à ses membres une réunion de haute qualité avec des intervenants de marque dont le Commissaire européen en charge de l'agriculture Dacian Ciolos et l'actuelle Présidente du Conseil européen des Ministres de l'Agriculture, Sabine Laruelle et le tout fraîchement nommé Ministre Roumain de l'Agriculture.

Grégory ETIENNE

Réunies dans le très beau cadre du château-ferme de Profondval, toutes les délégations de jeunes agriculteurs membres du CEJA étaient présentes afin de se pencher sur un sujet, certes d'actualité, mais ô combien important pour leur avenir : la PAC post-2013. Autour de deux questions centrales que sont d'une part « Quels outils pour une gestion efficace des marchés ? » et d'autre part « Comment stimuler l'installation des jeunes agriculteurs ? », les membres du CEJA ont débattu de l'avenir de la politique agricole européenne avec un panel d'experts issus des institutions européennes, du monde académique et sectoriel. De plus, les jeunes agriculteurs européens ont réussi à parler d'une seule voix via une déclaration commune sur les priorités qu'ils jugent essentielles pour la future PAC. Nous vous proposons de retrouver dans ces pages cette déclaration qui a été lue par Joris Baecke, président du CEJA, en introduction du Conseil informel qui s'est tenu à La Hulpe. Le travail mené par la FJA a porté ses fruits puisqu'on y retrouve des notions fondamentales à nos yeux comme la préservation d'outils de gestion des marchés y compris publics, l'importance d'un premier pilier fort et la prise en compte des investissements en cas de nouveau mode de distribution des aides directes. C'est par ce travail de persuasion continu que nous arrivons à influencer nos collègues européens et à défendre le modèle agricole familial auquel nous sommes attachés. Le Commissaire Ciolos n'a pas manqué

de constater le sérieux des travaux et des réflexions menées par le CEJA. Il compte d'ailleurs travailler de concert avec les jeunes agriculteurs pour bâtir la future réglementation européenne agricole. Invitation que le CEJA a acceptée avec plaisir et honneur. Pendant que Joris prenait la parole au conseil informel, les participants terminaient ce séminaire par une journée de visite. Après le centre d'insémination AWE du Tersoit, les jeunes agriculteurs ont été accueillis par la famille Warzée et les membres de la FJA de Ciney pour une visite de ferme et un bon repas. Que ce soit à l'occasion de ce séminaire ou lors de groupes de travail spécifiques, le CEJA a continué à œuvrer sur l'un de ses chevaux de bataille : l'installation. Si en Région wallonne, les jeunes repreneurs ont la possibilité de bénéficier du maximum autorisé d'aides à l'installation (70 000 euros), il n'en est pas de même dans d'autres régions. La volonté du CEJA est de définir pour l'ensemble des états membres une série de mesures spécifiques de soutien à l'installation. La FJA aime à rappeler que sans garantie de revenu, il sera très difficile d'attirer des jeunes dans le secteur, quelque-soient les mesures de soutien à l'installation.

# La FJA de Blegny en Hongrie

Tous les 3 ans et depuis un certain temps déjà, la FJA de Blegny-Grand Herve organise un voyage à l'étranger pour ses membres. Pologne en 2000, Tchéquie en 2003 et Irlande en 2007. Cette année, nous avons choisi de partir 8 jours en Hongrie. C'est un pays dont on connaît peu de choses mais qui est pourtant si proche de nous.



De gauche à droite : Cédric, Jérôme, Xavier, Philippe, Maxime, Christophe Gebelen et François devant une des gigantesques meules de paille de Christophe.

Le groupe se composait de 6 garçons. Le problème pour nous était la langue car le hongrois n'est ni une langue germanique, ni une langue latine. La seule langue qui s'en rapproche est le finnois. C'est pourquoi nous avons décidé de nous faire accompagner d'une guide-traductrice Emilia Debreczeny que nous avons rencontrée lors d'un salon de vacances à Liège.

## Let's go !

Départ à 4h du matin le mercredi 28 juillet à bord d'une camionnette de location. Nous avons traversé l'Allemagne en passant par Francfort et Nuremberg, puis l'Autriche par Linz et Vienne pour arriver à Budapest (la capitale hongroise) à 19h30 et 1.205 kms au compteur. À Vienne, nous nous sommes fait plaisir en improvisant une petite visite de la ville.

Le jeudi nous avons visité la capitale à pieds : musée de l'agriculture, le parlement et le grand marché couvert journalier de Budapest.

Le soir nous allions dans des petits restaurants. La cuisine

hongroise n'a rien à envier à la nôtre. Nous avons mangé tous les jours comme des rois et plus qu'à notre faim.

Le vendredi, nous avons visité une coopérative de petits fruits. Celle-ci comprend 300 agriculteurs qui produisent 120 ha de froment et 40 ha de cerises, framboises, abricots, mûres et cassis. La coopérative congèle 1.200 tonnes de fruits à la cueillette puis les retravaille tout au long de l'année. Ensuite nous avons été découvrir la forteresse de Visegrad qui se trouve sur un flan de colline dans la courbe du Danube.

Le samedi, nous avons visité une ancienne coopérative laitière qui possède 250 vaches et 250 chèvres, qui produisent respectivement 5.000 et 400 litres de lait par jour. La totalité est transformée sur place en fromage, maquée et yaourt, vendus ensuite sur les marchés ou dans des petits magasins.

Nous avons ensuite visité le château préféré de Sissi, Gödölö. Et une coopérative qui possède 1.100 bêtes dont 550 traites quotidiennement produisant 11.000 L/j avec une moyenne annuelle de

8.200 L/vache. Les exploitants traitent dans une double salle de traite de 2x(2x8) en 4h. Ils possèdent également 3.000 ha de culture dont 1.000 ha de froment principalement pour la paille. C'est une ferme en pleine expansion : en 9 ans

ils ont investi 4 millions d'euros dans les machines et veulent encore prochainement investir dans les bâtiments pour traire 200 vaches de plus.

## Autour de Budapest : des belges

Le dimanche, nous avons quitté la capitale et nous sommes descendus dans la région de Csanadapaca (290 km au sud est de Budapest à 30 km de la Roumanie) pour y visiter la ferme de Christophe Gebelen. Ce Belge d'une trentaine d'années a repris une exploitation il y a 10 ans. Il y trait 850 vaches dans une salle de traite en 2x16. Il possède 900 ha de culture dont 500 ha de maïs, 70 ha de froment, de la luzerne, du tournesol et une espèce de canne à sucre. Il doit racheter 1 200 ha de paille. Il se fait aider par 14 ouvriers. Nous avons eu un contact très chaleureux avec Christophe et il nous a surpris par son audace et son envie d'aller de l'avant. Il conduit lui-même son lait chez Danone en Roumanie à 0,27€ du litre, il a des projets d'agrandissement, etc.

Ensuite, nous nous sommes rendus chez un autre Belge à

60 km de là. Jérémie Baugears a repris la ferme il y a 2 ans. Il possède 300 ha et trait 250 vaches. Nous avons pu y voir la différence entre une ferme en pleine expansion qu'est celle de Christophe et cette ferme qui se lance tant bien que mal en pleine crise du lait mais non dénuée de bon sens et de projets pour l'avenir.

## Un haras

Le lendemain, nous avons pu aller visiter un ancien haras de l'empire austro-hongrois qui, à la belle époque, avait pour but de fournir chaque année à l'empereur entre 8.000 et 9.000 chevaux dressés pour le combat. Actuellement, il y reste 300 chevaux. Et nous avons été voir la ferme d'Etat qui allait avec le haras. Ils y traitent 850 vaches donnant une moyenne de 9.500 à 10.000 L/an. ; les bonnes vaches (entre 36 à 70 L/j) ainsi que les fraîchement vélées sont traitées 3 fois et le reste 2 fois. En plus du total de 1.200 vaches, il y a 600 génisses et 300 veaux. La traite se fait en 2x22 en épis en 5h par une équipe de 3 personnes. Comme dans toutes les fermes visitées, les vaches sont réparties en lots de 80 à 100 vaches en fonction de leur rendement. Cette ferme possède un séparateur de lisier. Le fumier sec est épandu sur les campagnes et le liquide est stocké dans 2 cuves de 60.000 m<sup>3</sup> avant d'être pompé sur 40 ha autour de la ferme. Cette ferme compte 70 ouvriers pour s'occuper des vaches et de 120 autres pour les cultures. En effet, la ferme possède 28.000 ha (oui oui, 28 milles ha) de cultures, dont 80% sont irrigués. La production principale est le maïs pour les semences. La plupart des machines étaient aux champs mais nous avons pu voir au dépôt 24 Belarus, 15 New Holland, 8 Massey et une quinzaine de moissonneuses dont les plus récentes avec tables de 9 m.

## Coopératives

Mardi, nous avons visité une jeune coopérative de petits fruits, qui aide les producteurs locaux à regrouper les fruits, sans quoi ils ne savaient plus les vendre. Elle compte 380 producteurs et un total de

8.000 t de fruits chaque année (cerises, pommes, raisins, choux, etc).

Nous avons vu un musée militaire qui s'étend sur 3,5 ha et regroupe des centaines de véhicules de l'ancienne armée hongroise. Ce fut une visite très surprenante au niveau des machines que nous avons pu y voir telles que des chars, des lances missiles, des avions de chasse... qui, pour la plupart, nous n'avons jamais servis.

Enfin, nous avons terminé cette journée par une joyeuse dégustation au sein d'une coopérative regroupant 120 vignerons pour un total de 500 ha. Nous y avons découvert 90 cuves permettant de stocker 3,5 millions de litres. L'entreprise possède une petite chaîne de mise en bouteilles pouvant sortir 2.000 bouteilles à l'heure. Nous avons pu déguster une bonne vingtaine de vins.

## Les derniers moments

Le dernier jour nous avons visité une bergerie de 250 moutons qui produit des bêtes pour la reproduction. Tout en dégustant un verre de palinka (schnaps local), le propriétaire nous citait fièrement tous les concours qu'il avait remportés.

Notre dernière destination était le lac Balaton : le plus grand lac d'Europe, qui s'étend sur une longueur de 78 kms, est appelé « mer de Hongrie ». Nous avons profité de cette après-midi de détente pour faire un petit plongeon dans

l'eau chargée de limon avant de prendre le lendemain la route du retour.

## Le retour et les souvenirs

Nous sommes passés par Graz et Salzburg en Autriche puis Munich et Stuttgart en Allemagne. Nous avons décidé de prendre un chemin différent pour le retour et de traverser une partie des Alpes. Nous sommes arrivés à bon port aux environs de minuit ce mercredi 4 août, après un trajet de 1.350 kms.

Nous avons donc fait un total de 3.790 kms dont 1.235 sur place. Nous retiendrons un voyage avec beaucoup de découvertes et d'enseignements. Nous remercions toutes les personnes qui nous ont accueillis et nous ont consacré quelques heures de leur journée pour nous faire visiter leur exploitation non sans un brin de fierté. Nous retiendrons un pays de contrastes divisé sur toute sa hauteur en deux par le Danube et mélangeant les villes aux fermes gigantesques en passant par les petits paysans n'ayant qu'un cheval. Nous retiendrons encore des gens sympathiques et accueillants ainsi que de bons repas partagés entre amis. Et enfin, nous ne remercions jamais assez notre guide et interprète Emilia qui nous a accompagnés tout au long de ce voyage et sans qui ce voyage n'aurait pas été aussi fascinant.

La FJA de Blegny-Grand Herve



Petit rafraîchissement des gosiers au bord du lac Balaton



Céline et Stéphane se sont dit Oui le 28 août 2010

Un grand merci pour vos messages et vos marques de sympathie



**F.J.A.**  
Fédération des Jeunes Agriculteurs

**fja@fwa.be**  
Tél. 081/60.00.60

Fédération des Jeunes Agriculteurs  
Chaussée de Namur, 47 - 5030 Gembloux